



Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Energie et de l'Aménagement du territoire

Procès-verbal de la réunion du 14 octobre 2022

Ordre du jour :

1. 8071 Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2021)
- Rapporteur : Monsieur Jean-Paul Schaaf
- Élaboration d'une prise de position
2. Présentation du rapport annuel 2022 de l'Observatoire de la Politique climatique
3. Divers

*

Présents : Mme Semiray Ahmedova, M. André Bauler, M. François Benoy, Mme Myriam Cecchetti, M. Félix Eischen, Mme Stéphanie Empain, M. Paul Galles, M. Gusty Graas, M. Max Hahn, Mme Cécile Hemmen, M. Aly Kaes, M. Jean-Paul Schaaf, Mme Jessie Thill, M. Carlo Weber

M. Marc Goergen, observateur délégué

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

M. Andrew Ferrone, de l'Observatoire de la Politique climatique

Mme Cathy Conzémus, M. Georges Gehl, du Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

M. Pascal Worré, du Ministère de l'Energie

Mme Rachel Moris, de l'Administration parlementaire

*

Présidence : M. François Benoy, Président de la Commission

*

- 1. 8071 Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2021)**

Le projet de prise de position de la Commission, tel que publié sur le courrier électronique n°283303, n'appelle aucun commentaire et est adopté par les membres de la Commission. La prise de position sera transmise dans les meilleurs délais à la Commission des Pétitions.

2. Présentation du rapport annuel 2022 de l'Observatoire de la Politique climatique

En guise d'introduction, Monsieur le Président de la Commission rappelle que l'Observatoire de la politique climatique (ci-après « OPC ») a été institué par la loi du 15 décembre 2020 relative au climat et est chargé de rédiger un rapport annuel sur la mise en œuvre de la politique climatique. Le premier rapport annuel a été publié le 7 octobre courant dans le cadre de la KlimaExpo 2022.

Monsieur le Président de l'OPC présente ce rapport¹, en se basant sur le document annexé au présent procès-verbal. Suite à son exposé, il est procédé à un échange de vues dont il y a lieu de retenir ce qui suit :

Suite à une question de Monsieur Jean-Paul Schaaf (CSV), il est signalé que l'OPC publiera son rapport, comme la loi précitée du 15 décembre 2020 l'exige, une fois par an. À noter cependant que l'OPC a la possibilité d'émettre des avis de sa propre initiative, s'il le juge opportun. Il est en outre précisé que le rapport est rédigé en anglais, mais que des résumés en français et en allemand sont disponibles.

Monsieur François Benoy (déi gréng) souhaite savoir pour quelles raisons les différentes recommandations émises par l'OPC n'ont pas été hiérarchisées, alors qu'il est d'avis que certaines mesures ont plus d'impact que d'autres dans la lutte contre le changement climatique. Il s'avère que l'OPC n'a pas établi de hiérarchisation car il s'est focalisé sur la neutralité climatique à atteindre en 2050 : dans cette perspective, toutes les actions sont importantes, même celles ayant un impact plus modeste. De surcroît, le temps imparti aux experts de l'OPC pour rédiger leur rapport annuel étant limité, ces derniers n'ont pas eu la possibilité de quantifier chaque mesure.

Monsieur Carlo Weber (LSAP) et Madame Jessie Thill (déi gréng) s'interrogent sur la recommandation de « réduire la prise nette de terres d'environ 0,5 hectare par jour à 0 hectare par an ». S'il est implicite que cette mesure sera quasi-impossible à mettre en œuvre dans les prochaines années étant donné que la plupart des communes du pays viennent d'adopter leur nouveau plan d'aménagement général, le représentant de l'OPC précise qu'aucune échéance n'a été inscrite dans ce contexte et insiste sur l'importance de la collaboration des communes dans la lutte contre le changement climatique. Il donne en outre à considérer que cette recommandation ne vise nullement à stopper toute forme de construction, mais plutôt à mettre fin à l'imperméabilisation de surfaces pour les nouvelles constructions ou à compenser les surfaces nouvellement imperméabilisées par la « désimperméabilisation » d'autres surfaces.

En ce qui concerne les recommandations relatives au secteur des transports, Monsieur Jean-Paul Schaaf estime qu'une distinction devrait être opérée entre le milieu urbain et le milieu rural. Le représentant de l'OPC acquiesce et informe que les différences entre les deux milieux pourraient d'ailleurs faire l'objet de recommandations plus détaillées dans le prochain rapport annuel.

¹ https://environnement.public.lu/content/dam/environnement/documents/klima_an_energie/observatoire-politique-climatique/opc-ra-propositions-ok.pdf

Suite à une question afférente de Monsieur Gusty Graas (DP), il est précisé qu'il n'y a pas eu de collaboration formalisée entre l'OPC et le Klima-Biergerrot, les deux organes ayant travaillé de manière parallèle. Cependant, après avoir salué l'exercice de gouvernance participative réalisé par le Klima-Biergerrot, le représentant de l'OPC se déclare ouvert à toute forme de collaboration, formelle ou informelle, dans le futur.

Monsieur Jean-Paul Schaaf constate que bien souvent les citoyens souhaitent entreprendre des actions allant dans le sens de la lutte contre le changement climatique, mais qu'il leur manque des informations concrètes pour savoir quelles actions exactes entreprendre. Il se demande donc comment le travail scientifique pourrait être décliné sur le terrain et devenir facilement transposable pour le citoyen. Tout en rappelant que chaque action est un pas dans la bonne direction, Madame Joëlle Welfring met en avant l'importance de l'éducation et de la sensibilisation ; elle mentionne également la Klima-Agence dont la mission est d'accompagner les citoyens pour prendre les bonnes décisions en matière de lutte contre le réchauffement climatique. Pour finir, elle fait référence à une brochure très intéressante qui vient d'être publiée par le LIST².

Monsieur Jean-Paul Schaaf souhaite en outre savoir s'il existe des outils permettant de calculer combien d'énergie grise est consommée dans les produits que nous utilisons. Le représentant de l'OPC confirme qu'il est possible de mesurer de manière scientifique la quantité d'énergie grise utilisée et souligne l'importance d'évaluer l'ensemble des énergies consommées sur l'ensemble du cycle de vie des produits, tout en demandant jusqu'à quelle extrémité il faut poursuivre une telle analyse.

3. **Divers**

Aucun point divers n'a été abordé.

Luxembourg, le 8 novembre 2022

Procès-verbal approuvé et certifié exact

² <https://carbonnerd.list.lu/educational-material#c8>



Observatoire
de la Politique
Climatique

**Annual
report
2022**

07/10/2022

1

The Climate Policy Observatory

Members of the OPC



Andrew FERRONE
President



Mirjam KOSCH
Vice-president



Enrico BENETTO



Sabine DÖRRY



Claire DUPONT



Ariane KÖNIG



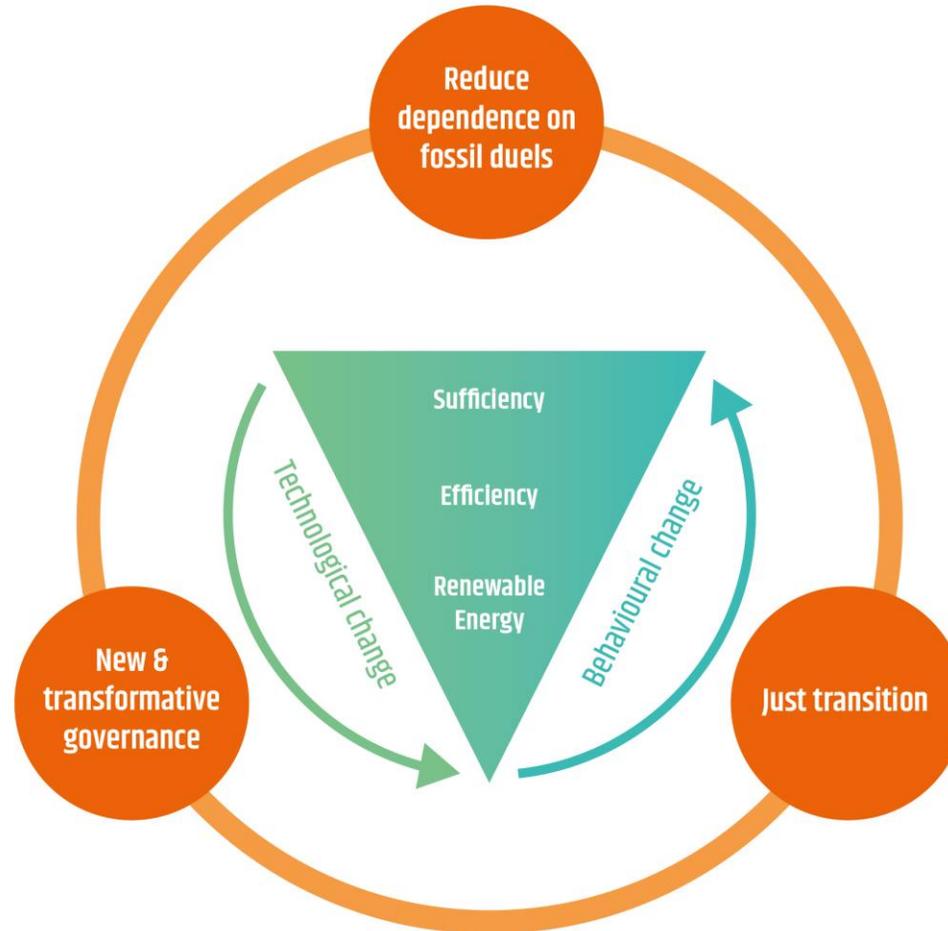
Jean-Pascal VAN YPERSELE

2

The Heat is On!

Three main principles

Transformation to
a Sustainable and Decarbonised Society



Reduce dependence from fossil fuels

Technological & behavioural change needed

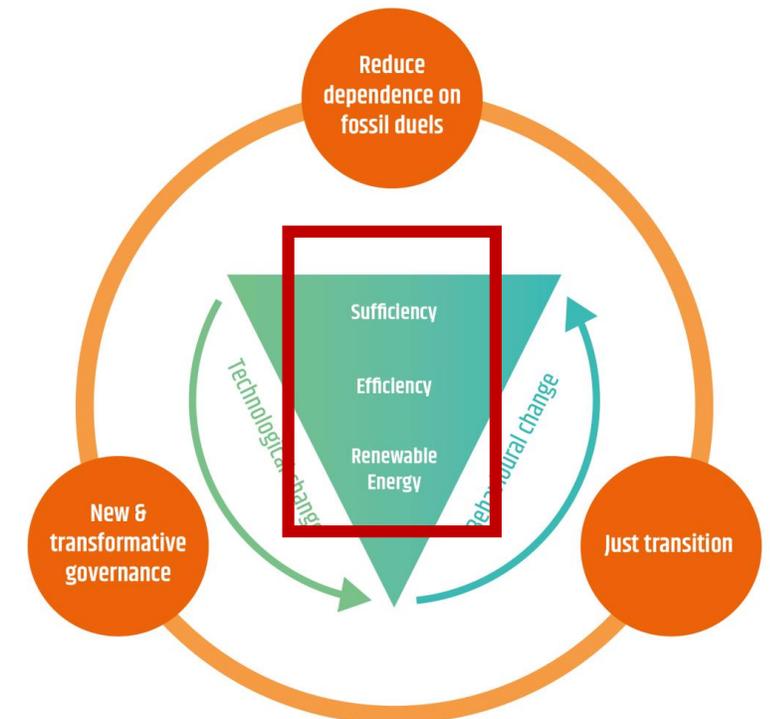
Three main levers

- **Sufficiency:** low-energy sufficient lifestyles
- **Efficiency:** increase the energy efficiency of the economy
- **Renewable energy:** decarbonise the energy production and imports



Consider carbon embedded in imported goods, i.e. account for consumption-based emissions.

Transformation to
a Sustainable and Decarbonised Society



Just transition to climate-resilient development



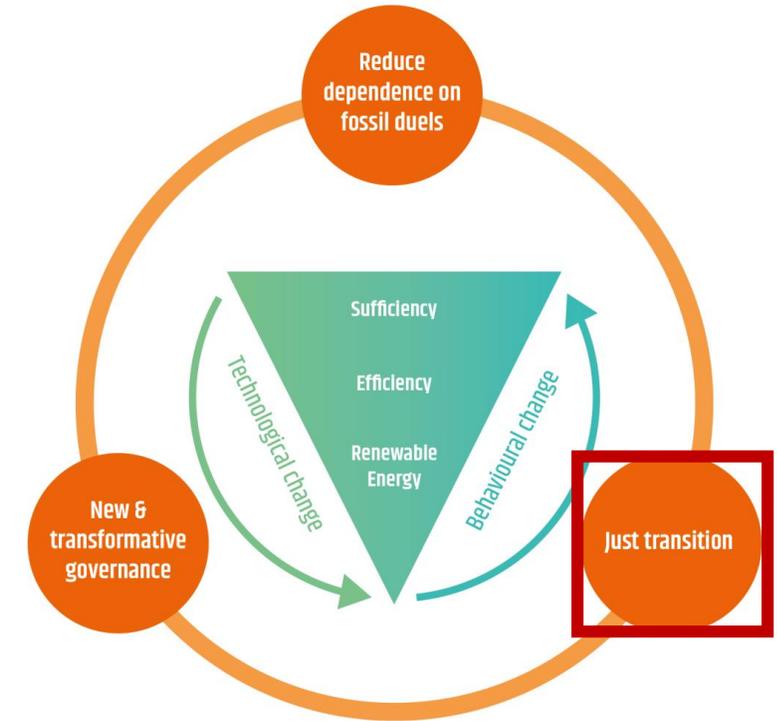
«...to support sustainable development for all» (IPCC 2022)

Three main questions for national policy design

- What are the costs, benefits and risks associated with a policy?
- How are these costs, risks and benefits distributed?
- How can we evaluate the policies socio-economic impacts?

⚡ Contribute to the UN's 17 Sustainable Development Goals (SDGs)

Transformation to a Sustainable and Decarbonised Society

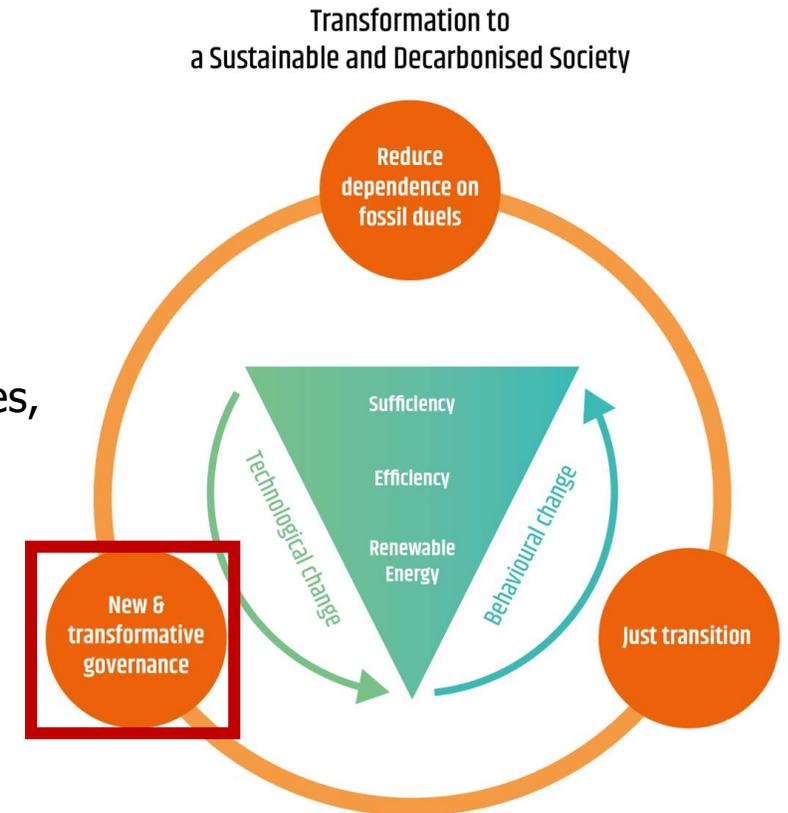


New and transformative governance

Transforming processes and structures

Three key areas levers

- **Integrated governance:** coherent policy goals across governance levels and sectors.
- **Participative governance:** enable meaningful participation of communities, groups, citizens, and stakeholders.
- **Fair governance:** alleviate inequalities across generations, rural/urban communities, minority groups etc.



3

Sectoral recommendations

General approach to sectors

Rapid and just transformation to a sustainable and decarbonised society requires action across all sectors

First annual report of the OPC

- Provide recommendations on how to proceed in a **selection of sectors**.
- **Not to be considered exhaustive** within the sectors discussed.
- **No hierarchy** of importance attached to them.
- **Urgent action** in a selection of sectors.



Main recommendations for sectors

These recommendations are in addition to the existing measures

Buildings

- **Promote resilient buildings.**
- **Require landlords to invest in renovations of leased homes or apartments.**
- **Ban replacement of fossil heating systems.**

Transport

- **Land use and urban planning to reduce space for cars.**
- **Incentivise the modal shift from a car-centric to a shared, soft mobility system.**

Energy Systems

- **Increase the capacity of renewable energy production and thereby decrease the dependency on imports from foreign markets.**



Main recommendations for sectors

These recommendations are in addition to the existing measures

Food, Agriculture and Forestry

- **Shift to balanced, sustainable healthy**
- **Promote carbon sequestration on agricultural land in woody structures and soil.**
- **Reduce net land take from about 0.5 hectares per day to zero hectares per year.**



Finance

- **Attract sustainable financing for sustainable projects/investments with a particular focus on Luxembourg and the Greater Region.**



4

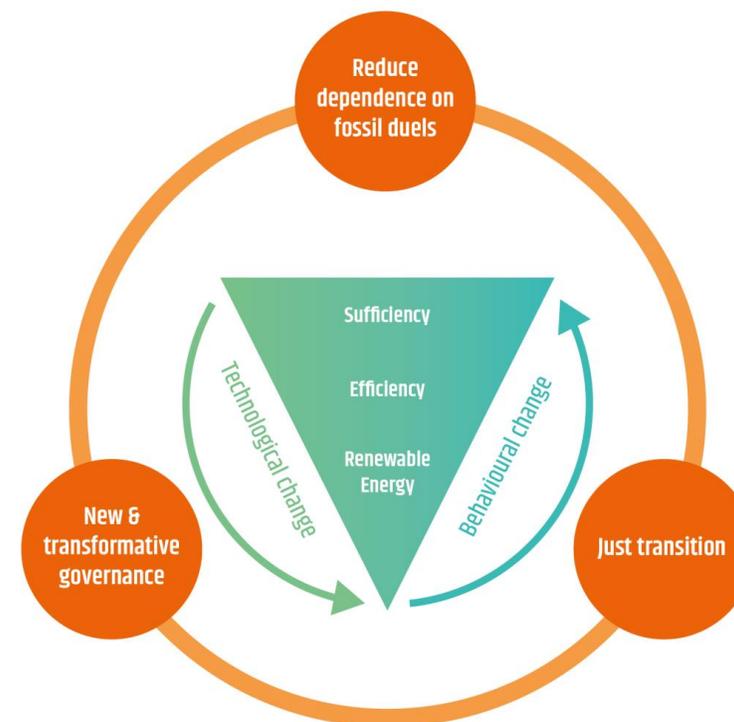
Conclusion

Any further delay in concerted global action will miss a brief and rapidly closing window to secure a livable future (IPCC 2022)

Time for action is now

- **Luxembourg as a test-bed for behavioral changes**
- **Reducing dependence on fossil fuels as opportunity**
- **Just transition and Participative and fair governance**

Transformation to
a Sustainable and Decarbonised Society





Observatoire
de la Politique
Climatique

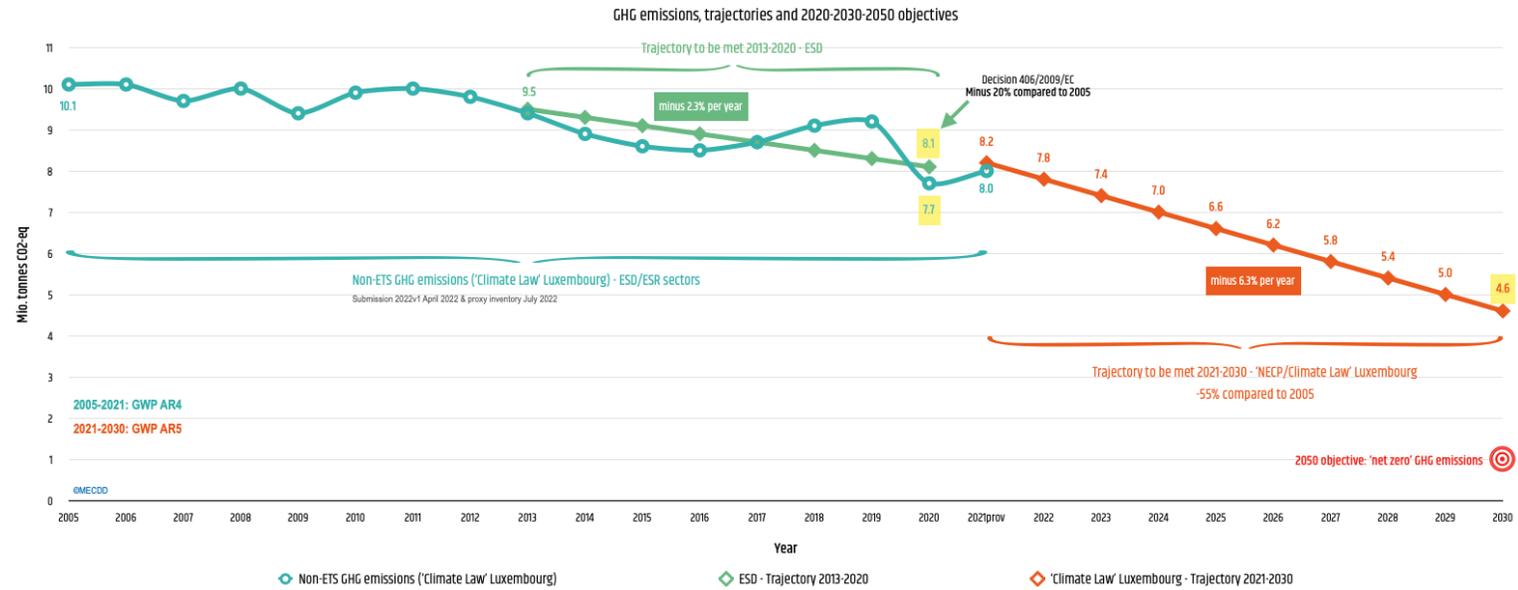
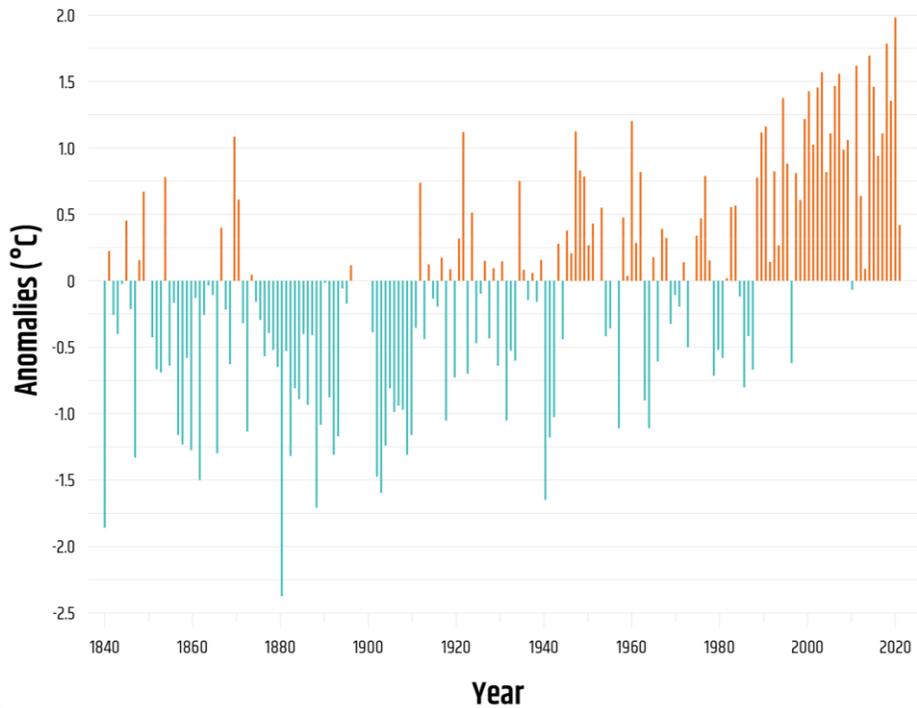
Thank you

Report can be downloaded here



Temperature & Emissions in Luxembourg

Anomalies of annual air temperature from the reference period 1961 - 1990



The role of the OPC



Legal basis

- Set up in the framework of Luxembourgish climate law.
- Members nominated by the Government in Council.

Missions

- Advising on projects, actions or measures that may have an impact on climate policy.
- Scientifically evaluating the measures carried out or envisaged in the field of climate policy.
- Analysing their effectiveness, as well as proposing new measures.

Tasks

- Writing an annual report for the Government on the implementation of the climate policy.
- Proposing research and studies in all fields related to the climate.

The war in Ukraine and the current energy crisis



Limited gas supply, high energy prices and an upcoming winter...

Recommendations from the OPC

- **Financial support for vulnerable households and companies.**
- **Reduce subsidies to fossil energy.**
- Continue and strengthen the measures in place aiming for a reduction of final energy demand.

The latest "tripartite" agreement was signed after the completion of the OPC report



Buildings

Luxembourg has the one of the highest energy standards for new buildings

Recommendations from the OPC

- Reduce ambient temperature in homes and offices.
- Reduce floor area per person.
- **Promote resilient buildings.**
- **Require landlords to invest in renovations of leased homes or apartments.**
- **Ban replacement of fossil heating systems.**
(complemented with awareness raising)



Transport

Luxembourg offers free public transport, continues ambitious investment and aims at an accelerated electrification

Recommendations from the OPC

- **Land use and urban planning to reduce space for cars.**
- Develop plans for a 15-minute city.
- Promote working from home.
- **Incentivise the modal shift from a car-centric to a shared, soft mobility system.**
- Increase share of electric vehicles (EV) and make fossil fuel vehicles less attractive (e.g. by increasing taxes)

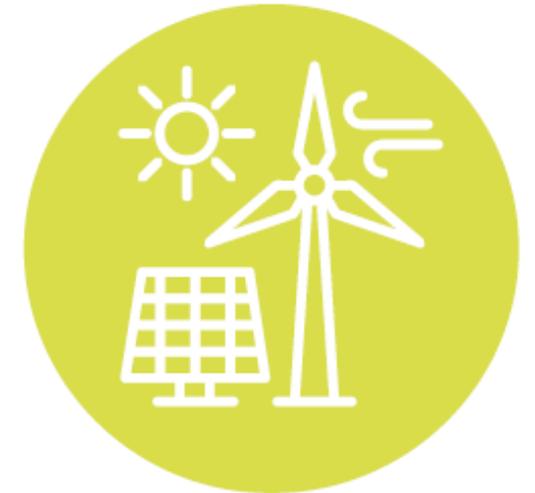


Energy Systems

Luxembourg is investing in renewable energy

Recommendations from the OPC

- **Increase the capacity of renewable energy production and thereby decrease the dependency on imports from foreign markets.**
- Continue and strengthen the measures in place aiming for a reduction of final energy demand.
- Stop direct/indirect subsidies to fossil energy.



Food, Agriculture and Forestry

Luxembourg's territory is partly covered by protected areas

Recommendations from the OPC

- **Shift to balanced, sustainable healthy diets** (complemented with awareness raising).
- Reduce food loss and food waste.
- Reduce methane and nitrous oxide emissions in agriculture.
- Minimise dependency on production-related inputs.
- Increase efficiency in extracting valuable resources.
- Promote carbon sequestration in healthy and resilient forests.
- **Promote carbon sequestration on agricultural land in woody structures and soil.**
- Promote ecosystem restoration, and planting trees in urbanised areas.
- **Reduce net land take from about 0.5 hectares per day to zero hectares per year.**



Finance

Public spending in relation to climate mitigation is substantive

Recommendations from the OPC

- Maintain public spending on projects that lead to and/or support sustainability transformation.
- **Attract sustainable financing for sustainable projects/investments with a particular focus on Luxembourg and the Greater Region.**
- Identify financial support for sustainable initiatives at the community level.

